



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département des Côtes-d'Armor

ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2024T2499

Portant réglementation de la circulation sur
la D768
communes de CRÉHEN et BEAUSSAIS-SUR-MER
hors agglomération

Monsieur le Président du Conseil départemental des Côtes-d'Armor,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4,

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 411-8

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription, et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire,

Vu l'arrêté en date du 02/01/2024 portant délégation de signature à M. Patrick Vallée, Directeur de la Maison du Département de Dinan, à M. Yvan Grosbois, chef de l'Agence technique départementale, et à M. Éric Aubry, son adjoint,

Vu la demande du Conseil départemental des Côtes-d'Armor / MDD de Dinan / ATD de Dinan en date du 20/09/2024,

Considérant que par mesure de sécurité, il est nécessaire de réglementer la circulation du 20/09/2024 au 09/10/2024, sur la D768 communes de CRÉHEN et BEAUSSAIS-SUR-MER, aux abords et au droit du chantier, suite aux travaux d'entretien de chaussée,

ARRÊTE

article 1 : À compter du 20/09/2024 et jusqu'au 09/10/2024, le dépassement des véhicules, autres que les deux-roues, est interdit, sur la D768 du PR 28+1414 au PR 29+1363 (CRÉHEN et BEAUSSAIS-SUR-MER) situés hors agglomération entre l'agglomération de Créhen et le giratoire de la "Ville es Contes".

article 2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'Agence Technique de Dinan.

article 3 : Les mesures du présent arrêté prennent effet à compter de la mise en place de la signalisation appropriée et prennent fin à compter de son retrait. La signalisation est retirée dès que les motifs ayant conduit à sa mise en place ont disparu.

article 4 : Les dispositions du présent arrêté abrogent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

article 6 : Madame la Directrice Générale des Services du Conseil départemental des Côtes-d'Armor et Madame la commandante du groupement de Gendarmerie sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à DINAN, le 20/09/2024

Le Président du Conseil départemental des Côtes-d'Armor,

Et par délégation

le chef de l'ATD de Dinan,

Yvan GROSBOIS